

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

LES TRAVAUX DE LA FONDATION 2010

Sommaire

Publications	p.2
Enquêtes.....	p.16
Événements.....	p.23
Internet	p.35
Les chiffres.....	p.38

PUBLICATIONS

Enquêtes

Événements

Internet

Les chiffres

Les notes de la Fondation

Où en est la droite ? La Bulgarie

Par Antony Todorov – 13 décembre 2010



Cette note est la sixième de notre série de publications consacrée à l'état des droites en Europe. Son auteur, Antony Todorov, professeur de sciences politiques à la Nouvelle Université bulgare de Sofia, y dresse un état des lieux de la scène politique de ce pays qui a rejoint l'Union européenne en 2007 et détaille les origines historiques des clivages partisans actuels. Plus de vingt ans après la chute du mur de Berlin et à l'heure où le pays est dirigé par Boïko Borissov, issu du parti de droite populiste les Citoyens pour un développement européen de la Bulgarie, on découvre comment la droite bulgare, unie à l'origine autour de la lutte contre le régime communiste, s'est scindée depuis entre les libéraux, les populistes et les nationalistes.

Le retour du tirage au sort en politique

Par Gil Delannoi – 2 décembre 2010



Souvent associé à l'Antiquité, l'usage politique du tirage au sort connaît aujourd'hui un regain de popularité qui peut étonner. Gil Delannoi, chercheur au Centre de recherches politiques de Sciences Po, présente ici les vertus du tirage au sort, les raisons pour lesquelles il devient parfois le seul recours face au risque d'injustice inhérent à certains choix et les domaines dans lesquels son usage peut devenir pertinent.



La compétence morale du peuple

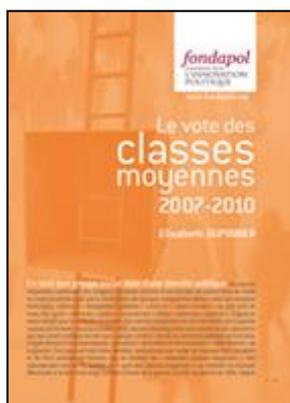
Par Raymond Boudon – 26 novembre 2010



Dans ce texte, Raymond Boudon, professeur émérite à l'université Paris-Sorbonne, propose une réflexion sur les raisons fondamentales pour lesquelles le peuple est habilité à formuler des jugements moraux valables et légitimes et à trancher les grandes controverses qui peuvent surgir dans les sociétés contemporaines. Il s'agit donc d'une réflexion sur la validité du jugement public.

Le vote des classes moyennes

Par Elisabeth Dupoirier – 18 novembre 2010



En tant que groupe social doté d'une identité politique, les classes moyennes constituent une catégorie courtisée, investie d'une fonction de préservation de l'unité du corps social menacée par le conflit entre des groupes antagonistes définis, selon les moments historiques, comme la « bourgeoisie capitaliste » contre la « classe ouvrière » ou, plus près de nous, les « gros » contre les « petits », ou encore les « riches » contre les « pauvres ». Érigées en enjeu décisif pour la conquête du pouvoir, les couches moyennes ont été courtisées aussi bien par la gauche que par la droite...

Pour une nouvelle politique agricole commune

Par Bernard Bachelier – 16 novembre 2010



Ce mois de novembre 2010 marque un tournant pour la Politique agricole commune, qui engage un travail de redéfinition de ses objectifs et de ses moyens pour la période 2014-2020. Publiée conjointement avec la Fondation Farm, la note *Pour une nouvelle politique agricole commune* vise à contribuer aux réflexions qui permettront de l'améliorer. Son auteur Bernard Bachelier, directeur de Farm, dresse dans un premier temps un bilan de cette politique structurante de l'Union européenne. Il trace ensuite les pistes d'une réforme utile, dans un monde où les échanges ont été libéralisés et sont appelés à se développer.

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Par Bernard Bachelier – 14 novembre 2010



La présidence française du G20 est une occasion historique de replacer la question de la sécurité alimentaire au plus haut niveau. La flambée des prix des denrées alimentaires en 2008 avait conduit à l'apparition d'« émeutes de la faim » dans les pays en développement, incitant notre pays à proposer une régulation internationale du cours des matières premières. Publiée conjointement avec la Fondation Farm, *Sécurité alimentaire : un enjeu global* propose des solutions pour relever les défis agricoles auxquels la planète est confrontée. Son auteur Bernard Bachelier, directeur de Farm, rappelle

qu'au-delà du contrôle des prix, il est indispensable de relancer la production par l'investissement, notamment dans les pays en voie de développement.



Les vertus cachées du low cost aérien

Par Emmanuel Combe – 8 novembre 2010



L'opinion selon laquelle la concurrence ne bénéficie qu'aux consommateurs et nuit aux producteurs et à l'emploi s'est largement répandue. La note *Les vertus cachées du low cost aérien* répond une à une aux inquiétudes que cette concurrence peut susciter, en utilisant l'exemple concret du low cost aérien. Son auteur, Emmanuel Combe, professeur d'économie à l'université Paris-I et à l'ESCP Europe y analyse les effets de l'arrivée des compagnies à bas coût, en particulier sur des lignes en situation de monopole. Il montre ainsi que les gains de pouvoir d'achat pour les consommateurs ne se sont pas traduits par une baisse du niveau de qualité et que l'impact du low cost aérien sur le niveau d'emploi est globalement positif. Ce texte

nous éclaire sur l'attitude à adopter face à la concurrence. Loin de la freiner, les pouvoirs publics doivent permettre à la France d'en saisir toutes les opportunités, tout en accompagnant les mutations qu'elle génère et en améliorant la régulation touchant les nouveaux types de produits proposés aux consommateurs.



Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Par Guillaume Lagane –25 octobre 2010



Dans cette note, Guillaume Lagane, s'interroge sur l'avenir de la défense française, à l'heure où le problème de la dette oblige à comprimer fortement le niveau des dépenses publiques. Dans un tel contexte, si nous souhaitons que notre armée conserve la capacité de remplir ses missions, le budget de la défense sera mis sous pression. Dans l'esprit de ce que recommande notre Fondation, en considérant la permanence des menaces et le problème de l'équation

budgétaire, l'auteur avance la possibilité de mutualiser une part de l'effort de défense avec nos alliés ainsi que différentes pistes pour réduire nos effectifs militaires, sans compromettre notre efficacité au combat.



Où en est la droite ? L'Espagne

Par Joan Marcet –11 octobre 2010



Cette note est la cinquième de notre série de publications consacrée à l'état des droites en Europe. L'auteur, Joan Marcet, professeur à l'Université autonome de Barcelone y étudie les origines, l'organisation, les réseaux et l'idéologie de la droite espagnole, rassemblée au sein du Partido Popular. Après le départ de José-Maria Aznar en 2004, la droite espagnole peine à retrouver le chemin du pouvoir. À l'heure où le socialiste Jose Louis Zapatero, au pouvoir depuis plus de six ans, doit affronter une crise sans précédent, l'auteur s'interroge sur les options défendues par l'opposition de droite pour affronter les grands défis de notre temps.



Les vertus de la concurrence

Par David Sraer - 28 septembre 2010



Dans cette note, David Sraer, professeur d'économie à Princeton, s'interroge sur les effets de la concurrence. Se fondant sur les études empiriques les plus récentes, il confronte les idées reçues à l'épreuve des faits, et donne au lecteur les outils objectifs pour mesurer, ou découvrir les vertus de la concurrence. Il apparaît ainsi que la multiplication des acteurs sur un marché bénéficie aux consommateurs mais également à la productivité des entreprises et à la situation globale de l'emploi dans un pays. Loin de tout angélisme, cette note explique toutefois que la concurrence peut induire certains effets pervers. Pour y remédier, les pouvoirs publics, loin de freiner la concurrence, doivent organiser la protection et la reconversion des travailleurs et remplir

efficacement leur rôle de régulateur.

Internet, politique et coproduction citoyenne

Par Robin Berjon - 10 septembre 2010



De *l'open government* aux réseaux sociaux, les effets d'Internet sur la vie politique ont à peine commencé à se faire sentir. Aux Etats-unis, en Grande-Bretagne, et dans une moindre mesure en France, des formes inédites de gouvernance ouverte et de participation citoyenne font leur apparition. Il ne s'agit que d'un début. La politique ne s'est pas encore approprié les systèmes de coproduction, tels l'Open Source ou Wikipedia. Ces systèmes collaboratifs recèlent d'immenses potentialités qui n'ont pas encore été libérées. Dans la note Internet, politique et coproduction citoyenne, Robin Berjon, consultant en

normalisation, s'interroge sur les possibilités qu'offrent les nouveaux outils numériques pour l'action citoyenne.



Où en est la droite ? La Pologne

Par Dominika Tomaszewska-Mortimer - 24 août 2010



« Où en est la droite ? La Pologne » est la quatrième de notre série de publications consacrée à l'état des droites en Europe et la première portant sur un pays d'Europe centrale. L'auteur, Dominika Tomaszewska-Mortimer étudie les origines, la doctrine, l'organisation et l'électorat des deux grands partis de la droite polonaise – la Plate-Forme civique (PO) et Droit et Justice (PiS). Plus de vingt ans après la chute du communisme et au lendemain de l'élection présidentielle remportée par le candidat de la Plate-Forme civique, Bronisław Komorowski, la bataille fait rage au sein des forces de droite. Les héritiers de Solidarność parviendront-ils à mettre fin à la guerre polono-polonaise ?

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Par Jacob Christensen - 27 juillet 2010



Cette note est la troisième de notre série de publications consacrée à l'état des droites en Europe. L'auteur, Jacob Christensen, professeur associé de science politique à l'université du Sud-Danemark à Odense, y étudie les origines, l'organisation, les réseaux et l'idéologie des différents partis de droite – libéraux, agrariens, démocrates-chrétiens et conservateurs – au sein de deux pays scandinaves : le Danemark et la Suède, pays où des élections législatives auront lieu le 19 septembre prochain. Il fait le point sur les positions de la droite scandinave face aux enjeux du XXIe siècle (mondialisation, avenir de l'Etat providence, etc) et face à l'Union européenne.

Quel policier dans notre société ?

Par Mathieu Zagrodzki - 20 juillet 2010



Dans *Quel policier dans notre société ?*, Mathieu Zagrodzki, chargé de cours à Sciences Po et consultant en sécurité publique, s'interroge sur le rôle de la police dans la société (application de la loi ou maintien de l'ordre ?), sur ceux qu'elle est chargée de servir (les citoyens ? les élus ? sa hiérarchie ?) et plus généralement sur le rapport du policier au territoire et à la population. Il pose également la question de l'efficacité de l'action policière, difficile à évaluer faute d'indicateurs précis et acceptés par tous concernant les concepts d'ordre, de sécurité et de tranquillité.



Où en est la droite ? L'Italie

Par Sofia Ventura - 13 juillet 2010



Cette nouvelle note de la Fondation pour l'innovation politique intitulée « Où en est la droite ? L'Italie » est la deuxième de notre série consacrée à l'état des droites en Europe. L'auteur, Sofia Ventura, professeur associé de l'université de Bologne, étudie les origines, l'organisation, les réseaux et l'idéologie des différents partis de la droite italienne (Forza Italia et Alliance nationale récemment unis au sein du Peuple de la liberté d'une part et Ligue du Nord d'autre part).



Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Par Wolfgang Glomb – 1^{er} juillet 2010

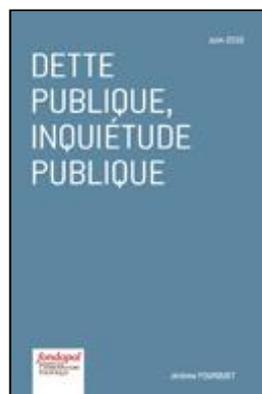


Alors que l'état des finances publiques s'est considérablement dégradé au sein de l'Union européenne, Wolfgang Glomb, membre du Conseil d'analyse économique franco-allemand, met en évidence la nécessité d'une coordination des politiques budgétaires nationales au niveau européen et formule plusieurs propositions pour sortir de la crise de l'endettement, notamment une indexation de la dette d'Etat et une réactivation du « volet préventif » du Pacte de stabilité.



Dette publique, inquiétude publique

Par Jérôme Fourquet – 16 juin 2010



Dans cette note, Jérôme Fourquet, directeur adjoint du département Opinion publique et stratégie d'entreprise de l'Ifop, met en évidence la montée en puissance de la thématique de la dette dans l'opinion publique française depuis 2007. Celle-ci représente de fortes similitudes avec la question du financement des retraites, toutes deux interrogeant le lien intergénérationnel et l'héritage que nous risquons de laisser à nos enfants.



Une régulation bancaire pour une croissance durable

Par Nathalie Janson – 10 juin 2010



Alors que les premières réformes des secteurs bancaire et financier se mettent en place, Nathalie Janson, professeur associé à la Rouen Business School au sein du département Finance et Économie, s'interroge sur leur capacité à assurer la stabilité du système dans le long terme. Elle propose également des solutions pour parvenir à une croissance durable de l'économie.



Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Par Pascal Perri – 28 mai 2010



Dans cette note, Pascal Perri, professeur d'économie chez Negocia-Advancia, propose plusieurs mesures pour « passer d'une politique de guichet à une politique de projet », notamment via le développement et la croissance de coopératives, la mise en place d'un label pour l'agroalimentaire français, garantie de l'engagement des agriculteurs en matière de qualité et de respect des cycles naturels, ou encore l'établissement d'un lien durable et plus étroit entre le monde paysan et les consommateurs.



Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Par Pascal Perrineau – 19 mai 2010



Dans cette note, Pascal Perrineau, professeur des universités à Sciences Po et directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), tire les principales leçons du scrutin régional et analyse les mouvements observés en mars 2010 comme la montée de l'abstention ou la confirmation de la percée écologiste relevée lors des élections européennes de 2009. Il s'interroge également sur l'avenir des forces politiques dans la perspective des échéances présidentielle et législatives de 2012.



L'opinion européenne en 2010

Ouvrage dirigé par Dominique Reynié – 3 mai 2010



La Fondapol a publié cette année la onzième édition de *L'opinion européenne*. Sous la direction de Dominique Reynié, une équipe d'auteurs, venus d'horizons multiples, y éclaire les opinions et comportements européens par leurs analyses des sujets clés de l'actualité (écologie, finances publiques, tensions xénophobes, l'Europe vue par les médias, etc.), ainsi qu'une analyse inédite et complète des forces politiques européennes, à travers les élections en Europe en 2009 et l'évolution des forces électorales depuis 1996.

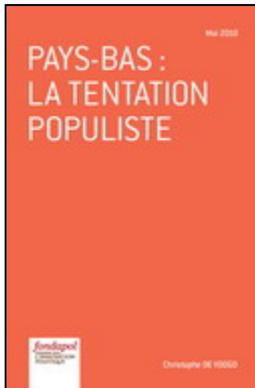
Ces articles sont illustrés par un cahier central avec des graphiques commentés inédits et complétés par une série de « coups de sonde », donnant au lecteur une foule d'informations sur les us et coutumes en Europe, mêlant l'anecdotique et l'académique.

Nicolas Bouzou, Christophe Broquet, Julien Damon, Corinne Deloy, Jean-Dominique Giuliani, Jacqueline Hénard, Philippe Poirier, Dominique Reynié, Michel Sallé, Dominika Tomaszewska et Agnès Verdier-Molinié sont les auteurs de cette onzième édition.

Cet ouvrage a reçu le Prix du livre européen 2010 du Centre de culture européenne de Saint-Jean-d'Angély.

Pays-Bas : la tentation populiste

Par Christophe de Voogd – 29 avril 2010



A la veille des élections générales (9 juin 2010), la Fondapol publiait une note intitulée Pays-Bas : la tentation populiste. Son auteur, Christophe de Voogd, professeur agrégé d'histoire à Sciences Po, y analyse en profondeur une société néerlandaise longtemps considérée comme ouverte, solidaire et confiante mais aujourd'hui en proie à un malaise historique (crise de la gouvernance, interrogations sur l'intégration de l'islam, etc.). Au terme d'une décennie de mutations, assiste-t-on à la fin de la tradition conciliante du modèle néerlandais (poldermodel) aujourd'hui confronté à la tentation populiste ?



Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Par Pascal Perri – 19 avril 2010



Professeur d'économie à l'école de commerce Advancia-Négocia, Pascal Perri analyse dans sa Note intitulée *Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat* l'état du marché qu'il décrit comme insuffisamment concurrentiel.

Il propose des mesures concrètes pour améliorer le pouvoir d'achat des Français par l'instauration de nouvelles formes de distribution (par exemple dans le domaine de la santé), le développement d'un low cost à la française (via le développement du modèle maxi discount pour la grande distribution

française ou la mise en place d'observatoires régionaux des marges) ou encore la réduction de la pression fiscale sur les classes moyennes. Enfin, Pascal Perri conclut en donnant quatre pistes concrètes pour stimuler sur le marché l'émergence d'une offre plus adaptée.



Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

Par David Hanley – 1^{er} avril 2010



Cette note est la première d'une série de publications sur l'état des droites en Europe. A quelques semaines des élections générales britanniques, la Fondapol consacre la première note de cette série à la Grande-Bretagne.

L'auteur, David Hanley, professeur émérite d'études européennes à l'université de Cardiff, s'est penché sur les origines et l'idéologie du Parti conservateur britannique, dirigé depuis décembre 2005 par le jeune David Cameron. David Hanley étudie l'organisation, les réseaux et le mode de fonctionnement de la

principale formation d'opposition de Grande-Bretagne. Il dresse un état des lieux de la droite britannique à quelques jours d'un scrutin essentiel pour les *tories*, après treize ans dans l'opposition, ce qui constitue la période la plus longue de leur histoire.



Renforcer le rôle économique des régions

Par Nicolas Bouzou – 24 février 2010



Les inégalités de développement économique régional se creusent depuis plusieurs années en France. Elles sont partiellement corrigées par un État providence, cependant de plus en plus contraint. A quelques jours des élections régionales, la Fondapol a souhaité recentrer le débat actuel en se concentrant sur les compétences de la région, notamment en matière de développement économique.

Rédigée par Nicolas Bouzou, directeur d'Asterès et directeur d'études à l'École de droit et de management de Paris-II-Assas, la note intitulée Renforcer le rôle économique des régions met en évidence le lien entre décentralisation et performances économiques et milite pour que l'Etat transfère de nouvelles

prérogatives aux collectivités locales. Elle prône également une plus forte décentralisation de la politique économique française et un renforcement des régions via une augmentation de leur budget et le développement de leur autonomie fiscale.



Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Par Nicolas Bouzou – 27 janvier 2010



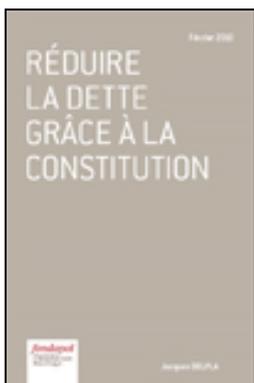
Les pays développés ont connu, avec la crise de 2008-2009, une détérioration considérable de leurs finances publiques pour deux raisons principales : la chute des recettes, conséquence directe de la baisse d'activité économique et des plans de relance qui, pour la plupart, se sont traduits par des hausses importantes de dépenses publiques. Ajoutons que, dans certains pays à fort État providence comme la France, le recul de l'activité entraîne également une augmentation mécanique et importante des dépenses sociales

(« revenus de transfert », comme les appellent les comptables nationaux). La conséquence, c'est que, partout en Europe et dans les pays développés, l'endettement public s'accroît. Cette situation ne peut pas être neutre pour les économies européennes.



Réduire la dette grâce à la Constitution : créer une règle budgétaire en France

Par Jacques Delpla – 27 janvier 2010



Dans cette note, Jacques Delpla, économiste, membre du Conseil d'analyse économique, propose d'inscrire en 2010, dans la Constitution française et dans la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), une règle budgétaire contraignante de moyen terme. La règle proposée s'inspire de celle adoptée par l'Allemagne en 2009. La stratégie dominante (et historique) du système politique français consiste à faire payer aux générations futures nos baisses d'impôts et nos augmentations de dépenses publiques. La principale justification d'une telle règle consiste précisément à préserver les générations futures d'une telle chose. Sans règle contraignante, la France ne réussira pas à retrouver des finances

publiques saines. Or il sera très difficile pour le pays de maintenir sa crédibilité financière sans consolidation budgétaire majeure, à laquelle l'Allemagne se soumet déjà depuis longtemps.



Publications

ENQUÊTES

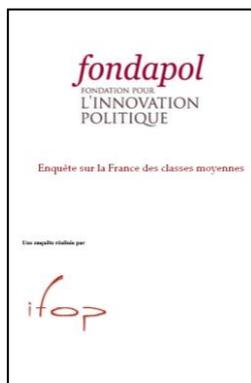
Événements

Internet

Les chiffres

La France des classes moyennes

Sondage Ifop pour la Fondapol – 18 novembre 2010



Les classes moyennes sont souvent présentées comme les oubliées des politiques gouvernementales. Paradoxe, quand on sait que deux tiers des Français disent appartenir à cette catégorie. Pour mieux la connaître, la Fondation pour l'innovation politique a décidé de conduire une étude particulièrement ambitieuse auprès d'un échantillon de 2000 personnes. Réalisée avec l'Ifop, cette enquête a été présentée le 18 novembre 2010 au cours du colloque « A quoi rêvent les classes moyennes ? » et a permis d'apporter une contribution significative à la compréhension et à l'analyse de cette catégorie sociale.

Les Français et le mouvement d'opposition à la réforme des retraites : un bilan

Sondage Ifop pour la Fondapol 2-4 novembre 2010



Quelques jours après l'adoption au Parlement de la loi sur les retraites, la Fondation pour l'innovation politique publiait un sondage exclusif sur le rapport des Français vis-à-vis de cette réforme et du mouvement social qu'elle a engendré. Cette enquête s'est révélée particulièrement instructive : malgré les manifestations, les Français soutenaient toujours le projet du gouvernement de reporter l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans. Au contraire, le mouvement d'opposition avait perdu son soutien populaire. Quant au Parti socialiste, il semblait assimilé par l'opinion à un parti contestataire.

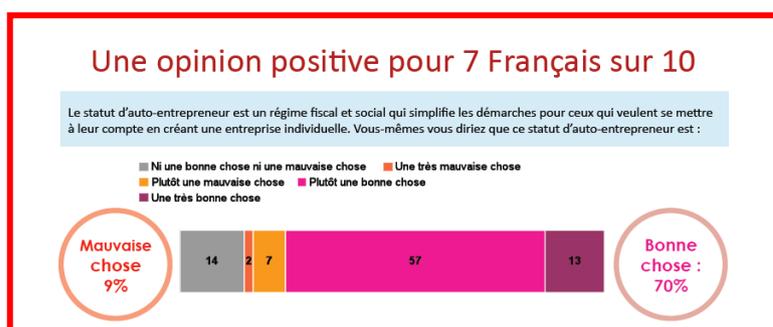
L'image de l'auto-entrepreneur

Sondage TNS-Sofres pour la Fondapol – 22 juin 2010



Pour accompagner le colloque «*Le statut de la liberté. La révolution auto-entrepreneur*», la Fondapol a publié un sondage sur la perception du régime de l'auto-entrepreneur par les Français. L'enquête a révélé que les Français étaient très familiers de ce statut, malgré sa création récente et en avait une perception majoritairement positive. Cette image positive s'explique notamment par les valeurs d'indépendance, d'autonomie qui sont attachées au statut mais également par la solution qu'il peut constituer pour sortir du chômage. En juin, un quart des Français

se disaient prêts à adhérer à ce statut.



Les Français et la réforme des retraites

Sondage TNS-Sofres pour la Fondapol – 14 juin 2010



Ce sondage sur les Français face à la réforme des retraites, dont les principaux résultats étaient analysés en exclusivité dans Les Échos le lundi 14 juin 2010, révélait un net clivage de l'opinion concernant la réforme en fonction de la sensibilité politique. La deuxième ligne de partage importante était l'âge des personnes interrogées. Toutes les classes d'âge sont majoritairement opposées à un recul de l'âge légal, ou sont partagées, à l'exception des retraités. Les plus de 65 ans estiment à 61 % que cette solution est «*inévitabile* ». Les plus hostiles sont les 35-49 ans, tandis que les plus jeunes (18-24 ans) sont partagés.

Crise grecque : la rigueur comptable à l'épreuve de son acceptabilité politique

Sondage Ifop exclusif réalisé en Grèce pour la Fondapol – 27 mai 2010



L'euro et l'Europe ont jusqu'à présent résisté à la crise financière dont l'une des composantes essentielles est indiscutablement le laxisme comptable d'un trop grand nombre de pays de l'Union européenne. Il est heureux de constater que, malgré quelques difficultés et tâtonnements, les chefs d'Etat et de gouvernement, les autorités européennes et le FMI ont pris globalement les décisions appropriées à une situation d'urgence. L'annonce et la mise en œuvre de plans destinés à restaurer l'équilibre des comptes sont une part importante de cette riposte concertée. Par nature, ces programmes ne peuvent porter leurs fruits que s'ils s'inscrivent dans la durée. Or leurs performances réelles sont largement dépendantes du niveau de tolérance

dont seront capables les peuples concernés, car ces dispositions économiques n'auront que des effets négatifs si les citoyens n'en veulent plus.

C'est tout l'édifice européen qui va dépendre de la manière dont les opinions vont réagir au nouveau régime de rigueur comptable, là où il s'appliquera. Il importe de préciser que ces réactions seront observées attentivement par les autres nations qui formeront également leur opinion en considérant le déroulement de ces expériences. Après le temps de l'opinion, viendra celui de

l'élection. Les prochains scrutins se tiendront dans ce nouveau contexte. Or l'efficacité de l'Union européenne tient largement à l'orientation politique des gouvernements nationaux. C'est pourquoi la Fondation pour l'innovation politique a décidé de réaliser une enquête d'opinion afin d'apprécier la manière dont les Grecs perçoivent les mesures prises conjointement par l'Union européenne, le FMI et le gouvernement national.



L'Europe, la crise grecque et nous

Enquête Ifop réalisée pour la Fondapol en France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie et Espagne

25 mars 2010



La Fondation pour l'innovation politique a décidé de réaliser avec l'Ifop une enquête d'opinion européenne sur la crise grecque et plus largement sur la crise des finances publiques au sein de l'Union européenne. L'enquête a été conduite auprès d'un échantillon représentatif de la population nationale française, allemande, britannique, italienne et espagnole. Le questionnaire a été administré du 11 au 19 mars 2010.

Voici les principaux enseignements de cette enquête :

Pour les Européens, la crise grecque résulte d'une mauvaise gestion des finances publiques. Une majorité des Européens (60 %) attribuent la crise grecque « au fait que les gouvernements grecs ont mal géré les finances publiques de leur pays ». La responsabilité des Grecs est l'opinion dominante dans chacun des cinq pays étudiés. Un quart des Européens (24 %) expliquent la situation grecque par la crise économique. Les autres (16 %) adhèrent à la thèse d'une crise provoquée par la spéculation financière. C'est en France (24 %) et en Italie (23 %) que cette thèse est la plus largement admise.

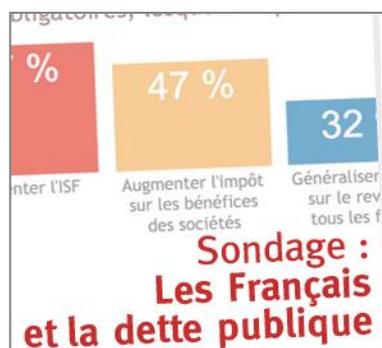
L'aide à la Grèce divise les Européens : 76 % des Allemands et 78 % des Britanniques ne souhaitent pas que leur pays aide financièrement la Grèce. Au contraire, les Français (53 %), les Espagnols (55 %) et les Italiens (67 %) y sont favorables.

Les Européens ne portent pas le même jugement sur l'exposition de leur propre pays à une crise financière comparable dans les prochains mois ou les prochaines années. Les Espagnols (69 %), les Français (61 %) et les Italiens (56 %) s'estiment menacés ; les Allemands pensent être préservés (66 %) et les Britanniques sont partagés (50 %).

Concernant la dette publique et les retraites, l'inquiétude des Européens est massive : 86 % des Européens disent leur inquiétude en pensant à la dette de leur Etat. L'inquiétude domine dans chacun des cinq pays. 84 % des Européens expriment leur préoccupation quant à l'avenir des retraites dans leur pays. Là encore, cette préoccupation est dominante dans chacun des cinq pays.

Sondage : les Français et la dette publique

Sondage Ifop – 28 janvier 2010



Pour accompagner la publication des notes Réduire la dette grâce à la Constitution : créer une règle budgétaire en France de Jacques Delpla et Stratégie pour une réduction de la dette publique française de Nicolas Bouzou, la Fondapol a publié un sondage sur la perception de la dette publique par les Français.

La question des finances publiques, et notamment celle de la dette, figure désormais parmi les principales préoccupations des Français (toutes catégories d'âge et de niveau socioprofessionnel confondues) dont la grande majorité se déclarent inquiets de l'évolution des déficits de l'Etat. Peut-être parce qu'ils savent que leurs enfants devront payer la facture. Les Français ont d'ailleurs une approche de la dette dominée par une dimension plus morale qu'économique et financière : 69 % d'entre eux considèrent que le problème de la dette est que celle-ci constitue « un lourd fardeau pour les générations futures ». L'inquiétude pour les finances publiques se combine également avec un niveau très élevé d'inquiétude concernant le problème des retraites.

Pour réduire les déficits, les Français privilégient la baisse des dépenses de l'État (92 %) par rapport à une augmentation des prélèvements obligatoires (8 %).

Enfin, autre signe du niveau de l'importance et de l'urgence du problème pour nos compatriotes : une grande majorité d'entre eux (72%) estiment que la crise économique ne justifie pas de reporter l'effort de réduction de la dette.



Micro-trottoir : la dette publique de la France, qu'en pensez-vous

Publications

Enquêtes

ÉVÉNEMENTS

Internet

Les chiffres

Colloques

A quoi rêvent les classes moyennes ?

Colloque - 18 novembre 2010- Palais du Luxembourg



La Fondation pour l'innovation politique a organisé un colloque en présence de Laurent Wauquiez, ministre auprès de la ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé des Affaires européennes, afin de préciser la définition des classes moyennes, de connaître leur façon de vivre et de mieux comprendre leurs aspirations, en donnant la parole à des personnalités venues d'horizons différents : sociologues, urbanistes, publicitaires, responsables étudiants, professionnels des secteurs bancaire et immobilier, élus. Cette matinée sera l'occasion de présenter les résultats d'une grande enquête d'opinion conduite par l'Ifop à la demande de la Fondation pour l'innovation politique auprès d'un échantillon représentatif particulièrement important (2000 personnes âgées de 18 ans et plus).



PROGRAMME :

Ouverture : **Dominique Reynié**, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

Table ronde n° 1 : COMMENT VIVENT LES CLASSES MOYENNES ?

Animation par **Alexis Benoist**, Fondation pour l'innovation politique

Xavier Flamand, directeur général de FNAC Direct

Fabienne Gomant, directrice d'études au département Opinion et Stratégies d'entreprise de l'Ifop

Jean-Michel Hieaux, vice président exécutif d'Euro RSCG

Claire Juillard, co-directrice de la Chaire "Ville et Immobilier" de l'Université Paris-Dauphine

Nicolas Pécourt, directeur prospective et communication institutionnelle de Crédit Agricole Consumer Finance, auteur de *Un monde sans crédit ?* (Eyrolles, 2010)

Table ronde n° 2 : OÙ VONT les CLASSES MOYENNES ?

Animation par **Thierry Borsa**, Le Parisien

Julie Coudry, directrice générale de La Manu

Frédéric Dabi, directeur du département Opinion et Stratégies d'entreprise de l'Ifop

Pascal Perri, économiste, auteur de « Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat » (Fondapol, 2010)

Natalie Rastoin, directrice générale du groupe Ogilvy France

Agnès Van Zanten, directrice de recherche CNRS, professeur à Sciences Po

Table ronde n° 3 : LES CLASSES MOYENNES DANS LA CITE

Animation par **Mathieu Zagrodzki**, Fondation pour l'innovation politique

Caroline Cayeux, Maire de Beauvais

Jérôme Fourquet, directeur adjoint du département Opinion et Stratégies d'entreprise de l'Ifop

Christiane Therry, membre du Conseil économique, social et environnemental et déléguée générale de Familles de France

Dominique Reynié, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

Clôture : **Laurent Wauquiez**, ministre auprès de la ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé des Affaires européennes

L'équation budgétaire

Table ronde - 30 septembre 2010 – Palais du Luxembourg



Au lendemain de la présentation du budget 2011 en Conseil des ministres, la Fondation pour l'innovation politique organisait une table ronde en présence de François Baroin, ministre du Budget, des Comptes publics et de la Réforme de l'Etat et d'un panel de spécialistes des finances publiques. Cette matinée a permis de mettre en lumière les grands défis budgétaires qui attendent l'Europe, la France et les collectivités territoriales.

A la suite de la violente crise qui a frappé l'Europe en 2008 et 2009, les pouvoirs publics ont pris des mesures exceptionnelles pour soutenir l'économie. Si ces interventions étaient indispensables, elles ont considérablement affecté l'état de nos finances publiques. Aujourd'hui la France et ses partenaires sont confrontés à l'enjeu historique de la réduction des déficits. Il en va de leur crédibilité financière vis-à-vis du reste du monde, du respect de leurs engagements européens et de leur responsabilité vis-à-vis des générations futures. Cet indispensable retour à l'équilibre doit être conjugué à d'autres impératifs. Comment lutter contre les déficits lorsque l'économie est encore convalescente ? Comment arbitrer entre la réduction des dépenses, l'augmentation des recettes et le soutien à la croissance et à l'emploi ? Comment allier responsabilité budgétaire et justice sociale ? Ce sont les éléments de l'équation budgétaire que les gouvernements français et européens doivent aujourd'hui résoudre.

Les trois thèmes abordés au cours de cette table ronde étaient les suivants : le budget de l'Etat, les finances des collectivités locales et les finances publiques dans l'Union européenne. Le public sera invité à poser des questions aux intervenants au cours de la table ronde.

PROGRAMME :

Ouverture :

Grégoire Chertok, Membre du conseil de surveillance de la Fondation pour l'innovation politique
François Baroin, Ministre du Budget, des Comptes publics et de la Réforme de l'État

Discussion animée par **Nicolas Barré**, Directeur délégué de la rédaction du journal *LES ÉCHOS*,

avec :

Béatrice Majnoni d'Intignano

Professeur agrégé des universités à Paris-Est, économiste

Nicolas Baverez

Économiste, historien

Jacques Delpla

Économiste et membre du Conseil d'analyse économique

Wolfgang Glomb

Économiste, membre du Conseil d'analyse économique franco-allemand et président du groupe de travail « Intégration européenne » de l'Association des économistes allemands

Clôture par **Dominique Reynié**, Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

Le statut de la liberté. la révolution auto-entrepreneur

Colloque –22 juin 2010 - Pavillon Cambon Capucines



En juin 2010, un demi-million de personnes avaient franchi le pas de l'auto-entreprise. Dix-huit mois après sa création, le statut d'auto-entrepreneur continuait d'attirer par sa simplicité et ses nombreux avantages. Phénomène de société ? Fait générationnel ? Qui sont les auto-entrepreneurs ? Comment le marché du travail a-t-il accueilli ce nouveau statut ? Comment les salariés, les retraités, les fonctionnaires, les étudiants ou encore les demandeurs d'emploi s'en sont-ils emparé ? Afin de débattre de ces questions, la Fondapol a organisé le **mardi 22 juin 2010** le colloque « **Le statut de la liberté. La révolution auto-entrepreneur en présence de Hervé Novelli**, ancien secrétaire d'État au Commerce, à l'Artisanat, aux Petites et Moyennes Entreprises, au Tourisme, aux Services et à la Consommation. Alternant tables rondes et témoignages, ce colloque accueillait également une **Foire aux questions** où des juristes ont répondu aux auto-entrepreneurs et futurs auto-entrepreneurs sur ce nouveau statut. **La conférence était retransmise en vidéo en direct sur le site de la Fondapol** et les internautes pouvaient poser leurs questions via Twitter.

PROGRAMME

Ouverture

Nicolas Bazire, président du conseil de surveillance de la Fondation pour l'innovation politique
Hervé Novelli, secrétaire d'État au Commerce, à l'Artisanat, aux Petites et Moyennes Entreprises, au Tourisme, aux Services et à la Consommation

Table ronde n° 1 : Génération auto-entrepreneur

Animation par **Claire Fournier** (France 5)

Alain Bosetti, multi-entrepreneur et fondateur du site Planète auto-entrepreneur

Grégoire Leclercq, président de la Fédération des auto-entrepreneurs

Louis Le Duff, président fondateur du Groupe Le Duff

Marc Souffir, managing director de GFI SECURITIES

Présentation par **Fabienne Simon**, directrice du département Stratégies d'Opinion à TNS Sofres, des résultats d'une enquête exclusive sur l'image des auto-entrepreneurs

Table ronde n° 2 : Tous patrons ?

Animation par **Jean-François Péresse** (Les Échos)

Charles Beigbeder, président de GRAVITATION, fondateur et président de POWEO, vice-président du conseil de surveillance de la Fondation pour l'innovation politique

Julie Coudry, fondatrice et directrice générale de La Manu

Guy Groux, directeur de recherche Sciences Po, CNRS

François Hurel, président de l'Union des auto-entrepreneurs (UAE), auteur du rapport remis à Hervé Novelli sur le travail indépendant

Intermède vidéo : intervention de Pierre Kosciusko-Morizet, Co-créateur et président-directeur général du site de vente en ligne PriceMinister

Table ronde n° 3 : Nouveaux marchés, nouveaux métiers

Animation par **Hedwige Chevrillon** (BFM)

Jacques Barthélémy, ancien professeur associé à la Faculté de droit de Montpellier et avocat-conseil en droit social

Michèle Debonneuil, inspecteur général des Finances et rédactrice du document d'orientation Les services à la personne : bilan et perspectives (2008)

Isabelle Bordry, présidente de WebMediagroup : Maison facile, Siandso, Badiliz, Craftiz

Anne-Laure Vincent, directrice générale du site de recettes de cuisine Marmiton.org

Table ronde n° 4 : Small is beautiful, un statut qui s'exporte

Animation par **Agnès Molinier** (France 2)

Régis Labeaume*, maire de Québec et ancien président de la Fondation de l'entrepreneurship du Québec

Gil Ramos Masjuan, sous-directeur général de l'économie Sociale, du travail Indépendant et de la responsabilité sociale des entreprises au ministère du Travail espagnol **Jean-Claude Volot**, président de l'Agence pour la création d'entreprise

Clôture

Dominique Reynié, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

19^e Journée du livre politique : Les nouvelles frontières de la République

Journée en partenariat avec l'Assemblée nationale –10 avril 2010



Pour la deuxième année consécutive, la Fondapol est partenaire de la Journée du livre politique, dont la 19^e édition s'intitule « Les nouvelles frontières de la République ». Les débats de la matinée étaient analysés et commentés par **Dominique Reynié**, professeur à Sciences Po, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique.

Discours inaugural par **Louis Schweitzer**, président d'honneur de Renault, président du Comité de parrainage de Lire la Politique

Présentation du sondage TNS Sofres par **Brice Teinturier**, directeur général adjoint de TNS Sofres

Introduction par **Dominique Schnapper**, directrice d'études à l'EHESS, ancien membre du Conseil constitutionnel

Table ronde n°1 : Liberté : nouvelles formes, nouvelles menaces ?

Animée par **Philippe Méchet**, secrétaire général de Lire la Politique, maître de conférences à Sciences Po

Intervenants :

- **Pierre Joxe**, ancien ministre, ancien membre du Conseil constitutionnel
- **Denis Olivennes**, président du directoire, Le Nouvel Observateur
- **Guy Geoffroy**, député de Seine-et-Marne, vice-président de la commission des lois

Grand témoin : **Jean-Luc Romero**, président de l'ADMD

Table ronde n°2 : Liberté et médias : vers une nouvelle culture ? Animée par Arlette Chabot, directrice générale adjointe, France 2

Intervenants :

- **Jean-Noël Jeanneney**, président des Rencontres d'Arles, ancien ministre, ancien Président de la BnF, historien,
- **Nathalie Kosciusko-Morizet**, secrétaire d'Etat chargée de la Prospective et du Développement de l'économie numérique,
- **Pascal Riché**, rédacteur en chef, Rue 89

Grand témoin : **Jean-Louis Missika**, adjoint au maire de Paris en charge de l'innovation, de la recherche et des universités

Remise des Prix

Intervention de **Simone Veil**, « La République et moi »

Lecture de « L'Affiche rouge », poème de **Louis Aragon**

Par **Ariane Ascaride**, interprète du film de Robert Guédiguian « L'Armée du crime », en hommage aux héros de la Résistance.

Remise du Prix du livre Politique par **Bernard Accoyer**, Président de l'Assemblée nationale, **Alain-Gérard Slama**, président du jury 2010, et les membres du jury du Prix du livre politique 2010.

Remise du Prix des députés par **Bernard Accoyer**, Président de l'Assemblée nationale et les députés membres du jury du Prix des députés

L'Après-midi

Les débats de l'après-midi seront analysés et commentés par **Gilles Finchelstein**, directeur général de la Fondation Jean Jaurès.

Table ronde n°3 : « Egalité : quels progrès, quels reculs ? »

Animée par : **Laurent Joffrin**, directeur de Libération

Intervenants

- **Aurélie Filippetti**, députée de la Moselle
- **Hervé Le Bras**, démographe, directeur d'études à l'EHESS
- **Hervé Novelli**, secrétaire d'Etat chargé du Commerce, de l'Artisanat, des Petites et Moyennes entreprises, du Tourisme, des Services et de la Consommation

Grands témoins : **Chantal Brunel**, députée de Seine et Marne, **Janine Mossuz-Laval**, sociologue, directrice d'études au CEVIPOF

Intervention de Régis Debray sur le thème de la fraternité

Table ronde n°4 : Fraternité : quelles nouvelles solidarités ?

Animée par **Gérard Leclerc**, président, LCP-AN

Intervenants :

- **Fadela Amara**, secrétaire d'Etat chargée de la Politique de la ville,
- **Alain-Gérard Slama**, éditorialiste, essayiste,
- **Manuel Valls**, député-maire d'Evry

Grand témoin : **Abd Al Malik**, rappeur, slameur, compositeur

Table ronde de clôture : Universalité de la République

Animée par **Michèle Cotta**, éditorialiste, LCP AN et Direct 8, et présidée par **Bernard Accoyer**, président de l'Assemblée nationale

Intervenants :

- **Lionel Jospin**, ancien Premier ministre,
- **Dominique Schnapper**, directrice d'études à l'EHESS, ancien membre du Conseil constitutionnel

Grand témoin : **Caroline Fourest**, écrivain, journaliste

Fil rouge : **Gilles Finchelstein**, directeur général de la Fondation Jean Jaurès, et **Dominique Reynié**, professeur à Sciences Po, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique.

La méritocratie contre les discriminations

Colloque-débat à l'IUT de Saint-Denis – 31 mars 2010



Les étudiants de l'IUT de Saint-Denis, en partenariat avec le Mouvement pour une citoyenneté active, la Fondation pour l'innovation politique et Génériques, et avec le soutien de l'ACSE (Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances), ont le plaisir de vous inviter au colloque-débat « **La méritocratie contre les discriminations** », organisé le **mercredi 31 mars 2010**, de 18 heures à 20h30.

Avec notamment la participation de :

- **Karim Amellal**, professeur à Sciences Po où il dirige le master Affaires publiques, auteur de *Discriminez-moi ! Enquête sur nos inégalités* (2005, Flammarion).
- **Rachad Antonius**, sociologue, professeur à l'université du Québec à Montréal où il dirige un projet de recherche sur la gestion de la diversité en Occident ;
- **Chantal Dardelet**, secrétaire général et responsable du pôle ingénierie social éducative à l'Institut de l'innovation pour l'entrepreneuriat social IEES/ESSEC, en charge du pôle ressources Ouverture Sociale des Grandes Ecoles à l'ESSEC ;
- **Dominique Reynié**, directeur général de la Fondapol, professeur des universités à Sciences Po. Ses travaux portent sur les transformations du pouvoir politique, l'opinion publique et ses manifestations, les mouvements électoraux, en France et en Europe ;
- **Patrick Savidan**, professeur de philosophie morale et politique à l'université de Paris-Sorbonne. Il est également président de l'Observatoire des inégalités, directeur de la rédaction de la revue de philosophie *Raison publique* et directeur de la collection *Mondes vécus* aux Éditions Grasset & Fasquelle ;
- **Aziz Senni**, entrepreneur, auteur de *L'ascenseur social est en panne... j'ai pris l'escalier* (oct. 2005, Ed. l'Archipel), secrétaire national en charge des Entreprises au Nouveau Centre depuis janvier 2010 ;
- **Agnès Van Zanten**, directrice de recherche au CNRS, elle collabore avec l'Observatoire sociologique du changement et enseigne à Sciences Po. Elle a notamment dirigé le *Dictionnaire de l'éducation* (PUF, 2008).

Les débats étaient introduits et modérés par **Nadhéra Beletreche**, enseignante à l'IUT de Saint-Denis.

Cycle « De la démocratie en Numérique »

La culture des datas

Samedi 11 décembre 2010



La Fondapol, en partenariat avec DailyMotion, GrandLille.tv, la République des blogs de Lille et l'École supérieure de journalisme de Lille, a organisé la quatrième conférence du cycle «**De la démocratie en Numérique**», intitulée «**La culture des datas**» de 14h30 à 16h30 dans ses locaux. **La conférence était retransmise en vidéo en direct sur le site de la Fondapol** et les internautes pouvaient poser leurs questions via Twitter.

Avec la participation de :

- **Fatiha Gas**, directrice du Développement de la Recherche et des Systèmes d'Information de l'EFREI
- **Caroline Goulard**, co-fondatrice de Dataveyes
- **Tanguy Morlier**, consultant en informatique, Regards Citoyens
- **Dominique Reynié**, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique
- **Jérôme Saiz**, rédacteur en chef de SecurityVibes France
- **Thierry Weibel**, directeur de l'activité Conseil en Stratégie des Systèmes d'Information et Administration 2.0 de VOIRIN Consultants

Les débats étaient modérés par Serge Soudoplatoff, fondateur et président d'Almatropie, et responsable de la rubrique Politique 2.0 de fondapol.org.

L'informatisation croissante de la société suscite de profonds bouleversements : désormais, toutes les décisions des entreprises et des administrations se fondent sur des données numériques et en génèrent de nouvelles. Si le secteur privé a rapidement appris à en tirer profit, les acteurs publics sont encore réticents, quand bien même ces données constituent un formidable gisement de connaissances, qui, exploitées, pourraient bénéficier à la collectivité au nom de laquelle elles sont produites. Au moment où de nombreux pays font le choix de l'ouverture des données publiques, le débat peine encore à s'imposer en France, malgré l'inscription récente dans les droits français et européen des conditions d'accès et de réutilisation des données publiques. Comment est conduit le débat sur les données publiques à l'étranger ? Quels seront les bénéfices concrets de l'ouverture de ces données pour le citoyen et pour l'administration ? Les entreprises joueront-elles également le jeu de l'ouverture d'une partie de leurs données ? Comment en standardiser l'accès ?

Cycle « De la démocratie en Numérique »

Ce que le Web fait à la démocratie représentative

Samedi 16 octobre 2010



La Fondapol, en partenariat avec DailyMotion, GrandLille.tv, la République des blogs de Lille et l'École supérieure de journalisme de Lille, a organisé la troisième conférence du cycle « De la démocratie en Numérique », intitulée « Ce que le Web fait à la démocratie représentative » et organisée de 14h 30 à 16h30 le samedi 16 octobre dans ses locaux. **La conférence était retransmise en vidéo en direct sur le site de la Fondapol** et les internautes pourront poser leurs questions via Twitter.

Avec la participation de :

- **Serge Soudoplatoff**, fondateur d'Almatropie, enseignant, entrepreneur, responsable de l'espace politique 2.0 sur le site de la Fondation pour l'innovation politique
- **Benjamin Ooghe-Tabanou**, ingénieur de recherche à Paris, cofondateur du collectif Regards Citoyens.org
- **Robin Berjon**, conseil en normalisation, auteur de la note « Internet, politique et coproduction citoyenne » parue en septembre 2010 à la Fondation
- **Thierry Vedel**, politologue, chercheur CNRS au Centre de recherches politiques de SciencesPo

Les débats seront modérés par **Dominique Reynié**, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique, professeur des universités à Sciences Po.

En septembre 2009, le lancement du site Nosedéputés.fr interrogeait le rapport du citoyen à ses représentants. Cette question s'est posée avec davantage d'acuité aux Etats-Unis, avec la mise en place par l'administration Obama de l'*Open Government*. *Open Democracy*, *Open Government*, démocratie électronique : comment le Web peut-il améliorer la démocratie représentative ? Quels outils peut-il fournir pour améliorer le dialogue entre citoyens et élus ? Les élections du XXIe siècle se joueront-elles sur Internet ? Le Web peut-il être un complément à la démocratie représentative ? Dans quelle mesure redéfinit-il les rapports entre l'Etat et les administrés ? Autant de questions auxquelles cette troisième conférence tentera de répondre.

Cycle « De la démocratie en Numérique »

Les nouvelles formes de journalisme

Samedi 29 mai 2010



La Fondapol, en partenariat avec DailyMotion, GrandLille.tv, la République des blogs de Lille et l'École supérieure de journalisme de Lille, a organisé la deuxième conférence du cycle « De la démocratie en Numérique », intitulée « Les nouvelles formes de journalisme » le samedi 29 mai 2010, de 14h30 à 17h30, à l'École supérieure de journalisme de Lille.

Avec la participation de :

- **David Abiker**, journaliste, chroniqueur sur l'actualité d'Internet et de la blogosphère pour France Info, créateur du blog « La toile de David Abiker » ;
- **Boris Descargues**, rédacteur en chef de GrandLille.tv ;
- **Natacha Quester-Séméon**, journaliste, spécialiste des réseaux sociaux et des communautés numériques, créatrice du blog « Mémoires vives » (laboratoire d'expérimentation ludique sur les contenus et les nouveaux usages liés au blogging et à la mobilité) ;
- **Emmanuel Vandamme**, responsable du pôle numérique de l'ESJ Lille.

Les débats étaient modérés par **Dominique Reynié**, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique, professeur des universités à Sciences Po, spécialiste des transformations du pouvoir politique, de l'opinion publique et ses manifestations, des mouvements électoraux, en France et en Europe.

En une décennie, Internet et les nouvelles technologies ont totalement recomposé le paysage médiatique. En prenant le virage de l'Internet, les médias traditionnels (presse, télévision, radio) ont été forcés de s'approprier les outils du Web : les médias en ligne sont désormais complétés par des blogs, les rédactions investissent les réseaux sociaux, les médias se doivent de diversifier les supports de l'information (vidéo, son, texte, animations, etc.). Parallèlement, la révolution technologique a rendu possible pour tout un chacun la production et la diffusion d'informations et d'opinions sans passer par les canaux traditionnels. Comment garantir la qualité de l'information dans ce contexte ? Les nouveaux médias remettent-ils fondamentalement en cause le métier de journaliste ? Comment l'interactivité offerte par les nouvelles technologies vient-elle bouleverser le processus de production de l'information ? Autant de questions auxquels cette deuxième conférence a tenté de répondre.

Cycle « De la démocratie en Numérique »

Le Web et l'opinion

Samedi 27 mars 2010



La Fondapol, en partenariat avec DailyMotion, GrandLille.tv et la République des blogs de Lille, a organisé la première conférence du cycle « De la démocratie en Numérique », intitulée « Le Web et l'opinion » le samedi 27 mars 2010, de 14h30 à 17h30, au Grand Palais de Lille (salle Turin).

Avec la participation de :

- **Jean Chiche**, chercheur au CEVIPOF, spécialiste en comportement électoral et en analyse géométrique des données ;
- **Emery Doligé**, digital strategist, spécialiste en positionnement de sites institutionnel et d'entreprise, créateur du blog « Choses vues » ;
- **Pascal Froissart**, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication, chercheur au laboratoire Communication et politique, spécialiste de la rumeur et des nouveaux médias ;
- **Bruno Lestienne**, fondateur de leblog2roubaix.com, administrateur de l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) ;
- **Frédéric Micheau**, directeur adjoint au Département Opinion et Stratégies d'entreprise de l'Ifop ;
- **Natalie Rastoin**, directrice générale du groupe Ogilvy ;
- **Maurice Ronai**, ancien délégué national du Parti socialiste aux nouvelles technologies ;
- **Thierry Solère**, en charge de l'économie numérique au sein de l'équipe nationale de l'UMP, responsable de la webcampagne de Nicolas Sarkozy lors de l'élection présidentielle de 2007, premier maire-adjoint de Boulogne-Billancourt.

Les débats étaient modérés par **Dominique Reynié**, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique, professeur des universités à Sciences Po, spécialiste des transformations du pouvoir politique, de l'opinion publique et ses manifestations, des mouvements électoraux, en France et en Europe.

Les nouvelles formes de production, de diffusion et de partage de l'information sur Internet semblent jeter les bases d'un nouvel espace public. Au moment où le Web a pris un tournant participatif, peut se demander si une nouvelle forme d'opinion publique n'est pas en train d'émerger. Comment ces opinions s'agrègent-elles ? Quels sont leurs modes de propagation (du buzz à la longtail) ? Cette opinion publique permet-elle de nouvelles formes de militantisme et un renouveau démocratique ? Enfin, comment parvient-elle à exister lorsque la liberté d'expression sur le web se trouve entravée ? Autant de questions auxquels cette première conférence a tenté de répondre.

Publications

Enquêtes

Événements

INTERNET

Les chiffres

Une nouvelle identité graphique

La Fondation pour l'innovation politique a commencé l'année 2010 en refondant son identité graphique et en répercutant ce changement sur l'ensemble de ses publications, sur ses supports de communication et sur les différentes plates-formes où elle est présente (DailyMotion, Twitter, Facebook, FlickrR, ScribD, etc.)... Son nouveau logo, plus épuré, met en avant le nom sous lequel la Fondation est désormais mieux connue : Fondapol.



Une présence renforcée sur les réseaux sociaux et les plates-formes multimedias

En renforçant sa présence sur les principaux réseaux sociaux, la Fondation s'adresse à un nouveau public, tient informé son public et démultiplie l'audience de ses travaux. Facebook est ainsi la première source de visiteurs pour le site de la Fondapol.



Politique 2.0

La Fondapol a mis en place la plate-forme « *Politique 2.0* », consacrée aux innovations politiques liées à l'utilisation des nouvelles technologies. Fidèle à son rôle d'analyse des nouvelles tendances de la vie citoyenne, la Fondation souhaite ainsi mettre en lumière l'ouverture de la politique aux citoyens permise par les nouvelles techniques participatives. Gouvernement 2.0, open gouvernement ou encore *open data*, notre espace de veille se fait l'écho des nouvelles pratiques qui transformeront l'action citoyenne. Politique 2.0 publie toutes les semaines des articles, qui sont immédiatement répercutés sur Facebook et Twitter.

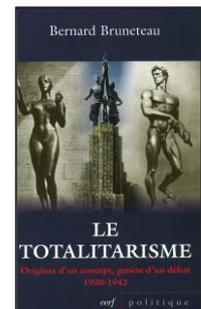
Les cafés de l'innovation politique



Ce nouveau rendez-vous vise à mettre en avant un ouvrage iconoclaste et à débattre de son contenu. Tous les mois, la Fondation invite un auteur proposant une lecture innovante des enjeux contemporains à échanger de manière informelle autour d'un café. L'enregistrement de cet entretien est mis en ligne et peut être écouté sur le site de la Fondation.

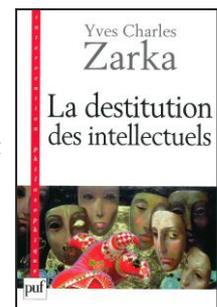
3^{ème} café- 8 décembre 2010

Le 8 décembre 2010, nous nous sommes entretenus avec Bernard Bruneteau, historien des idées et professeur de science politique à l'Université de Rennes-I, au sujet de son ouvrage *Le totalitarisme – Origines d'un concept, genèse d'un débat 1930-1942*



2nd café – 7 décembre 2010

Le 7 décembre 2010, nous nous sommes entretenus avec Yves-Charles Zarka, philosophe, professeur à l'Université Paris Descartes (Sorbonne) et auteur de *La Destitution des intellectuels*.



1^{er} café - le 5 octobre 2010

Le 1er café de l'Innovation politique s'est tenu le 5 octobre 2010, avec Julien Damon, sociologue, professeur associé au master d'urbanisme à Sciences Po et auteur de l'ouvrage *Éliminer la pauvreté*.



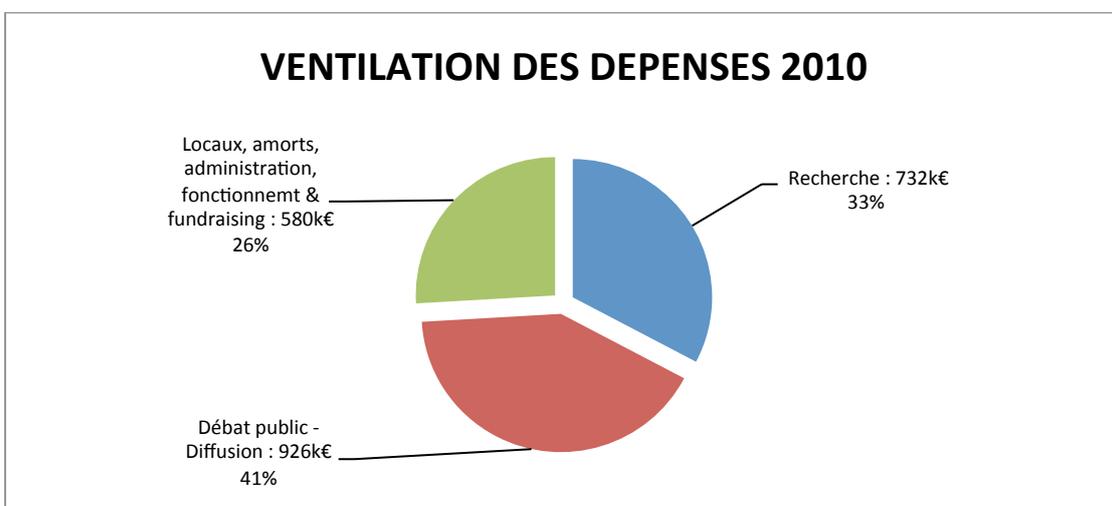
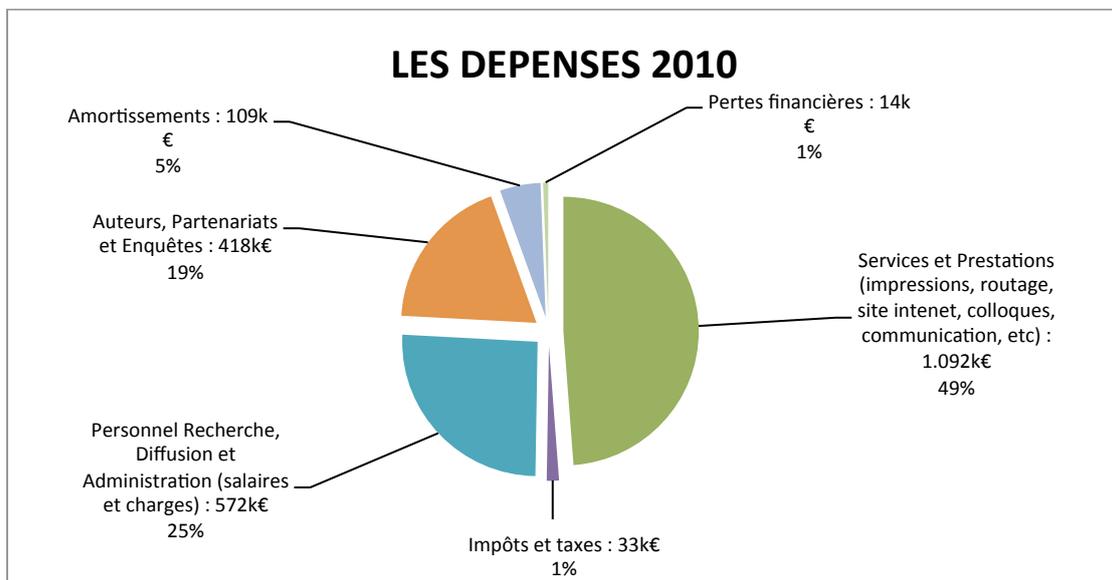
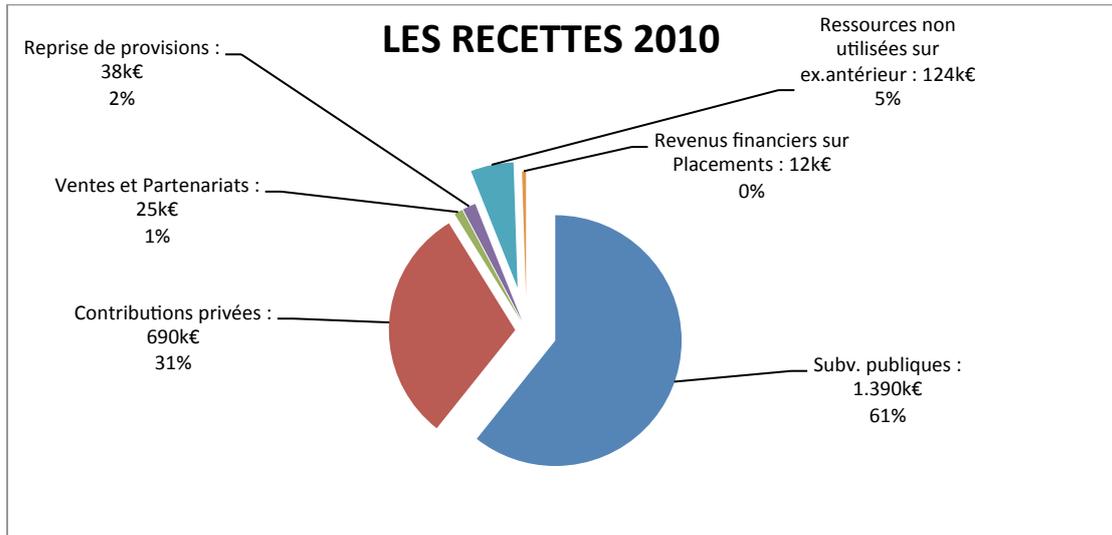
Publications

Enquêtes

Événements

Internet

LES CHIFFRES



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org